



LETTRE D'INFORMATION DE LA DGI Droits de l'Homme et État de Droit (octobre 2022)

Suivez la DGI également sur les pages internet [DG1 portal](#) et [COVID-19 webpage](#) ainsi que sur les réseaux sociaux :



Commission de Venise

Le 7/10/2022, la Commission a rendu son avis [urgent conjoint](#) sur le projet d'amendements au Code pénal de **Türkiye** concernant la disposition relative aux « informations fausses ou trompeuses ».

La Commission a reçu / commencé à examiner les demandes d'avis portant sur :

- **Arménie :**
 - Mémoire amicus curiae sur la confiscation des biens - Cour constitutionnelle
 - Avis urgent sur les amendements au Code judiciaire - ministère de la Justice
- **Bosnie-Herzégovine –**
 - Avis sur le projet de loi sur les tribunaux - ministère de la Justice
 - Mémoire d'amicus curiae sur la question de la révision en appel au sein de la Cour de Bosnie-Herzégovine – Cour constitutionnelle
- **Géorgie** - Avis conjoint sur des projets d'amendements au Code électoral - Président du Parlement
- **Monténégro** - Avis sur le projet de loi portant modifications de la loi sur le Conseil de la Magistrature et les juges - Ministère de la Justice
- **Roumanie**- Avis urgent sur trois projets de lois concernant le système judiciaire - APCE Commission de suivi
- **Serbie** - Avis sur deux projets de loi mettant en œuvre les amendements constitutionnels du service des poursuites judiciaires - Ministère de la Justice
- **Ukraine** – Avis urgent sur le projet de loi « Portant modification de certains actes législatifs de l'Ukraine visant à améliorer la procédure de sélection des candidats au poste de juge de la Cour constitutionnelle » - Parlement

Du 04 au 07/10/2022, la Commission, en coopération avec la Cour constitutionnelle d'Indonésie, a organisé le 5e Congrès de la Conférence mondiale sur la justice constitutionnelle (WCCJ) sur le thème "[JUSTICE CONSTITUTIONNELLE ET PAIX](#)". Quelque 600 participants de plus de 90 pays ont assisté à l'événement. Le Congrès a adopté le [Communiqué de Bali](#).

La Commission de Venise a été sélectionnée comme lauréate dans la catégorie générale "Progrès spécifiques vers les principaux objectifs du GNEJ" de l'édition 2021 des [prix du Réseau mondial de justice électorale \(GNEJ\)](#).

Le 02/10/2022, des représentants de la Commission ont participé aux missions d'observation électorale en Bosnie-Herzégovine, en Bulgarie et au Brésil.

CPT

Le 18 octobre, le rapport de la visite périodique de 2021 en [Bulgarie](#) a été publié, ainsi que la réponse des autorités bulgares. Le CPT a tenu sa [109ème réunion plénière](#) du 24 au 28 octobre, au cours de laquelle 4 rapports de visite ont été adoptés. La réunion s'est tenue entièrement en personne.

Le 3 octobre, le CPT a annoncé qu'il avait effectué une visite ad hoc en [Türkiye](#) du 20 au 29 septembre, ainsi qu'une visite périodique en [Croatie](#) du 19 au 29 septembre. Le 4 octobre, le CPT a annoncé qu'une visite périodique en [Roumanie](#) avait été effectuée du 19 au 30 septembre.

Activités normatives en matière de droits de l'homme, justice et coopération juridique

Coopération intergouvernementale en matière de droits de l'homme : Le groupe de négociation ad hoc du CDDH (groupe "46+1") sur l'adhésion de l'UE à la CEDH a tenu sa [15ème réunion](#) du 5 au 7 octobre. Le groupe est parvenu à un accord provisoire sur la question des demandes d'avis consultatifs au titre du protocole n° 16 de la CEDH et sur une question relative à la sélection par l'UE des candidats au poste de juge à la Cour européenne des droits de l'homme. Il a poursuivi sa discussion sur les questions relatives au vote du CM sur la mise en œuvre des arrêts de la Cour par l'UE et a pris note des efforts de l'UE pour trouver une solution au problème des affaires relatives aux actes relevant de la politique étrangère et de sécurité commune de l'UE.

[Le groupe de rédaction du CDDH sur les droits de l'homme dans les situations de crise](#) (CDDH-SCR) a adopté un projet de rapport sur la pratique des Etats membres en matière de dérogations à la CEDH dans les situations de crise, pour adoption éventuelle par le CDDH lors de sa réunion de décembre.

Coopération juridique : Lors de sa 17^e réunion plénière (3-4 octobre), le Conseil Consultatif de Procureurs Européens (CCPE) a adopté son [Avis No. 17 \(2022\) sur le rôle des procureurs dans la protection de l'environnement](#). Il a également décidé de ses priorités d'action pour 2023.

La conférence « [Ecoutez nos voix – droits et détermination de l'intérêt supérieur de l'enfant dans le cadre des procédures de séparation des parents ou de placement](#) », tenue à Dublin le 3 octobre dans le cadre de la Présidence irlandaise du Comité des Ministres, a rassemblé plus de 200 participants. La conférence a été suivie d'une [audition](#) permettant aux professionnels d'apporter une contribution supplémentaire aux travaux du [Comité d'experts sur les droits et l'intérêt supérieur de l'enfant dans le cadre des procédures de séparation des parents ou de placement](#) (CJ/ENF-ISE), qui a tenu sa [6^e réunion](#) juste après.

Droits de l'homme et biomédecine: Les [conclusions](#) du CDBIO concernant le processus de réexamen de l'article 13 de la Convention d'Oviedo par rapport à la question de la modification du génome ont été publiées. Le CDBIO a considéré qu'aucune modification des dispositions de la Convention d'Oviedo n'était nécessaire, mais des clarifications ont été apportées sur certains termes sous forme d'un addendum au Rapport explicatif de la Convention.

Mise en œuvre des standards en matière de droits de l'homme, justice et coopération juridique

La CEPEJ a publié son rapport d'évaluation « [Systèmes judiciaires européens - Cycle d'évaluation 2022 \(données 2020\)](#) » et tenu la [15ème réunion plénière de son Réseau de](#)

[tribunaux pilotes](#). Les groupes de travail de la CEPEJ sur [l'évaluation des systèmes judiciaires](#), la [qualité de la justice](#), [la gestion du temps judiciaire](#), et [la cyberjustice et l'intelligence artificielle](#) se sont tous réunis en octobre. Le Réseau européen de cyberjustice de la CEPEJ a tenu sa 2e réunion annuelle pour discuter des « [Lignes directrices sur le dépôt électronique des dossiers judiciaires et la numérisation des tribunaux](#) ». Parmi les activités de coopération : **Azerbaïdjan** - [mission d'information sur la médiation](#) ; **Lettonie**, [série d'ateliers](#) sur la médiation et l'aide judiciaire ; **Géorgie** - visite d'étude de gestionnaires de tribunaux aux **Pays-Bas** ; **République de Moldova** - recommandations pour les agents d'exécution ; **Kosovo***ⁱ - [expertise sur l'évaluation des juges](#).



Concernant la formation aux droits de l'homme, le nouveau [cours en ligne HELP sur les droits de l'homme dans les forces armées](#) a été publié. Des cours HELP ont été lancés dans le cadre du projet EU-CoE « HELP dans l'UE III » : Lutte contre le racisme et l'homophobie pour les juristes [roumains et espagnols](#), [Droits du travail pour les juristes polonais et lituaniens](#) et [lancement conjoint HELP/CCBE sur : Ethique pour les juristes de l'UE](#). Un nouveau projet a été signé « HELP - Formation judiciaire sur l'État de droit et les droits fondamentaux », financé par le programme Justice de l'Union européenne (2021-2027).



Le soutien à **l'Ukraine** se poursuit, avec notamment : réunions à Strasbourg avec le [Procureur général](#) et des représentants du Commissaire parlementaire aux droits de l'homme; [webinaires](#) pour des avocats (protection des IDPs) ; discussion d'experts avec les procureurs sur les procès par contumace et les normes de la CEDH. Sélection d'autres activités : Azerbaïdjan – lancement d'un nouveau projet sur l'exécution des arrêts de la CourEDH; Bosnie-Herzégovine – réunions sur l'exécution des arrêts de la CourEDH, lancement de cliniques juridiques dans les facultés de droit ; Croatie – conférence sur le nouveau projet « Le numérique par défaut : optimisation de l'efficacité et de la qualité des services judiciaires et transparence des décisions judiciaires »; Géorgie – réunion régionale du Conseil de coordination de la justice sur les enfants victimes et témoins, table ronde sur la numérisation du droit, ateliers sur l'influence induite pour les juges et les procureurs ; Monténégro – visite de procureurs en République slovaque ; Macédoine du Nord – lancement d'une bibliothèque électronique pour l'Académie des juges et procureurs, achèvement de la campagne de sensibilisation sur l'aide juridique gratuite ; Serbie – consultations sur les amendements aux projets de lois sur le système judiciaire, formation sur le raisonnement judiciaire ; **Türkiye** - visites thématiques de juges turcs à Strasbourg, Rome, Madrid, Barcelone ; Maroc - atelier de soutien technique pour les membres du MNP; Tunisie - formation de nouveaux membres du MNP. Une **conférence européenne des MNP** sur le suivi des droits de groupes spécifiques de personnes privées de liberté a été organisée dans le cadre du projet conjoint UE/CoE « Forum européen des MNP ».

Exécution des arrêts de la Cour européenne DH

Le Service de l'exécution des arrêts de la CEDH a publié [une nouvelle fiche thématique sur la réouverture des procédures judiciaires nationales suite aux arrêts de la Cour européenne](#). Elle présente une vue d'ensemble des principes généraux concernant la réouverture des procédures judiciaires internes, ainsi que des exemples de pratiques étatiques pertinentes examinées par le Comité des Ministres dans le contexte de l'exécution des arrêts de la CEDH concernant diverses dispositions de la Convention.

Le Service a effectué une mission en **Croatie** sur la mise en œuvre des arrêts de la CEDH concernant les violations des droits de propriété dues aux limitations statutaires de l'utilisation par les propriétaires d'appartements faisant l'objet de baux protégés (*groupe Statileo*) et M.H. et autres concernant le traitement des demandeurs d'asile aux frontières. Des réunions ont eu lieu avec l'agent du gouvernement, les ministres de l'aménagement du territoire et de l'intérieur, le procureur général de l'État et d'autres autorités.

Le Directeur des Droits de l'Homme et le Service de l'Exécution ont effectué une mission en **Hongrie** sur la mise en œuvre des arrêts de la CEDH concernant plusieurs affaires examinées par le CM sous surveillance renforcée. En outre, le Ministère hongrois de la Justice et le Service de l'exécution ont organisé à Budapest une **Table Ronde sur la police professionnelle**. Elle s'est concentrée sur la prévention de la torture et d'autres formes de mauvais traitements par les agents des forces de l'ordre et visait à examiner la compatibilité de la législation et des pratiques hongroises avec les arrêts de la CEDH (*groupe d'affaires Gubacs*).

Le Service a rencontré en ligne **les autorités irlandaises** pour discuter des éventuelles questions en suspens liées à l'exécution de l'affaire O'Keffee concernant la responsabilité de l'État irlandais relative aux abus sexuels subis par la requérante, mineure dans une école nationale dans les années 1970, et l'absence de recours effectifs pour ses plaintes.

Le Service a organisé une visite d'étude à Strasbourg pour le bureau de l'agent du gouvernement de la **République de Moldova**. L'événement visait à affiner les connaissances des participants sur le mécanisme de surveillance de l'exécution des arrêts de la CEDH et à développer leurs compétences techniques en matière de rédaction de plans d'action et de rapports.

Une mission a également été effectuée aux **Pays-Bas** pour présenter la pratique et les procédures du CM relatives à la surveillance des arrêts de la CEDH et discuter de certaines questions en suspens sur les affaires pendantes concernant les Pays-Bas. Des réunions ont eu lieu avec l'agent du gouvernement et des représentants, entre autres, des Ministères de la Justice et des Affaires étrangères.

Enfin, le Service a également fait une présentation sur l'exécution des arrêts et les méthodes de travail du CM auprès d'une délégation de l'Administration **des tribunaux nationaux norvégiens** en visite à Strasbourg.

Droits sociaux

3 octobre 2022 : Le bureau du [Protecteur des citoyens de Serbie](#) a organisé une formation pour son personnel sur la manière de contrôler avec efficacité la mise en œuvre de la [Charte sociale européenne révisée](#) au niveau national et de s'engager auprès du [Comité européen des droits sociaux](#) dans le cadre de la [procédure de rapports](#) de la Charte ([plus...](#))

17-21 octobre 2022 : Le Comité européen des droits sociaux a tenu sa 330e session. Le CEDS a poursuivi l'examen des rapports nationaux pour les conclusions 2022 sur les droits liés au travail et a adopté les décisions suivantes :

- [décision sur la recevabilité dans FIAPA c. France, réclamation n° 205/2022](#)
- [décision sur la recevabilité et sur des mesures immédiates dans Open Society European Policy Institute \(OSEPI\) c. Bulgarie, réclamation n° 204/2022](#)
- [décision sur la recevabilité et sur des mesures immédiates dans DEI, FEANTSA, MEDEL, Confederación Sindical de Comisiones Obreras et ATD Quart Monde c. Espagne, réclamation n° 206/2022](#)
- décision sur le bien-fondé dans CGS et FLP c. **Italie**, réclamation n° 161/2018
- décision sur le bien-fondé dans EDF et Inclusion Europe c. **France**, réclamation n° 168/2018

- décision sur le bien-fondé dans *Associazione nazionale sindacato professionisti sanitari della funzione infermieristica - Nursing Up* c. **Italie**, réclamation n° 169/2018
- décision sur le bien-fondé dans Syndicat CFDT général des transports et de l'environnement de l'Aube c. **France**, réclamation n° 181/2019 et Syndicat CFDT de la métallurgie de la Meuse c. **France**, réclamation n° 182/2019

24-25 octobre 2022 : Formation sur la surveillance et la documentation des violations des droits sociaux de l'homme en **Ukraine** pendant la guerre, tenue dans le cadre du projet du CoE "Soutien continu à la promotion des droits sociaux de l'homme en **Ukraine**" ([suite...](#))

Police, détention, drogues et addictions

Groupe Pompidou

Les réunions annuelles et techniques 2022 du Groupe des aéroports d'Europe du Sud-Est ont eu lieu les 4 et 5 octobre à **Ljubljana**, accueillies et présidées par les autorités **slovènes**. Les participants ont échangé sur les méthodes de partage des données opérationnelles, les nouvelles tendances et le modus operandi de la contrebande de drogues illicites dans les aéroports d'Europe du Sud-Est et les moyens de relever les défis communs dans la région.

Le module II de la formation des cadres 2022, consacré aux "Addictions et pratiques en ligne", a eu lieu à **Wroclaw**, en **Pologne**, du 4 au 7 octobre. Le séminaire a présenté différents types d'actions et de pratiques qui peuvent aider à prévenir et à atténuer les effets de l'utilisation excessive d'Internet et des appareils électroniques.

Les correspondants nationaux de MedNET se sont réunis à **Nicosie** les 18 et 19 octobre pour leur réunion annuelle 2022, organisée par l'Autorité nationale des addictions de **Chypre** (NAAC) qui assure la présidence de MedNET pour 2022 et 2023. Un nouveau projet sur la justice pénale et la santé dans les prisons a été lancé. La réunion a également permis une discussion approfondie sur le thème "droits de l'homme et politiques en matière de drogues" dans les 18 pays participants au réseau MedNET.

Le 21 octobre, le groupe des "Amis de la présidence" a tenu une réunion en ligne pour finaliser le projet de programme de travail et la déclaration de Lisbonne, en vue de la conférence ministérielle qui doit se tenir en décembre. Les deux documents ont été envoyés aux Correspondants permanents pour approbation finale. Le groupe d'amis a également discuté de la composition du futur Bureau, et s'est mis d'accord sur une proposition qui sera adoptée lors de la 91ème réunion du CP le 13 décembre.

Une conférence internationale "From stigma to dignity : Sharing perspectives, mobilising potential" a eu lieu à **Ottawa, Canada**, les 24 et 25 octobre. Elle était organisée conjointement par le Groupe Pompidou et le Ministère de la Santé du Canada en coopération avec l'ONUUDC et la CICAD/OEA.

Coopération policière et de privation de liberté (CPDL)

Une conférence régionale « Vers une prise en charge, une réhabilitation et une assistance post-pénale réussies des détenus extrémistes violents (DEV) dans les **Balkans occidentaux** – réalisations et voie à suivre » (4-5 octobre en Albanie) a réuni plus de 70 praticiens des prisons et de la probation de toute la région, ainsi que des spécialistes locaux et des experts internationaux qui ont examiné ensemble les derniers développements, réalisations, pratiques et défis concernant la réhabilitation des DEVs et leur préparation à la libération.

Le 10 octobre, des formateurs du Centre de formation de l'Administration nationale des pénitenciers de la **République de Moldova** ont renforcé leurs compétences pour enseigner

un nouveau cours « Travailler avec des mineurs et des jeunes adultes en détention », qu'ils ont ensuite dispensé (les 11 et 12 octobre) dans le cadre d'une formation-pilote à 19 spécialistes de 5 prisons. Le cours vise à favoriser une meilleure réinsertion des jeunes en détention en maintenant une culture positive par le biais d'un renforcement des compétences de communication, interpersonnelles, de mentorat et de gestion de crise du personnel pénitentiaire.

Dans le cadre de l'amélioration des programmes et protocoles de traitement pour les patients dans les établissements psychiatriques, un projet de concept et un plan d'action pour la réhabilitation psychosociale de ces patients en République de Moldova, y compris les patients médico-légaux, ont été élaborés.

Le Conseil de l'Europe a acheté et fait don d'équipements médicaux au centre médical de la prison d'**Arménie**. L'équipement contribuera à améliorer la qualité des soins médicaux prodigués aux détenus.

Société de l'Information – Lutte contre la criminalité



En octobre 2022, Jan Kleijssen, directeur de la Société de l'information - Lutte contre la criminalité, s'est rendu à Washington DC pour des réunions avec de hauts fonctionnaires de la Maison Blanche, du département d'État, du ministère de la Justice, d'ONG et de plusieurs grandes entreprises technologiques.

Médias



Début octobre, le Comité d'experts sur l'intégrité de l'information en ligne ([MSI-INF](#)) a tenu sa deuxième réunion, au cours de laquelle il a discuté de l'avancement du projet de note d'orientation sur la lutte contre la propagation de la désinformation et de la désinformation en ligne par le biais de la vérification des faits et la conception de plateformes, d'une manière conforme aux droits de l'homme. Ce mois a également été marqué par le triste 5ème anniversaire de l'assassinat de Daphne Caruana Galizia. Pour contrer le problème des procédures-bâillons en Europe, le Comité d'experts sur les poursuites stratégiques contre la mobilisation publique ([MSI-SLP](#)) a également tenu sa deuxième réunion, discutant de l'avancement du projet de recommandation sur les poursuites stratégiques contre la mobilisation publique (SLAPP). Cette réunion a été suivie par la première conférence européenne anti-SLAPP, organisée par le Centre européen pour la liberté de la presse et des médias (ECPMF) et la Coalition contre les SLAPP en Europe (CASE) à Strasbourg.

Coopération sur la liberté d'expression



Patrick Penninckx, chef du Service "Société de l'information", a prononcé un discours liminaire afin de [promouvoir les normes européennes auprès des autorités africaines de régulation des communications, à Marrakech, au Maroc](#).

En **Géorgie**, des acteurs des médias et des journalistes de cinq pays du partenariat oriental (Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie, Moldavie et Ukraine) ont discuté [des défis posés aux médias en temps de guerre](#)

dans une conférence régionale et ont visité [l'exposition de photos](#) sur les dangers du travail des journalistes en temps de guerre en Ukraine.

Les parties prenantes des **Balkans occidentaux** se sont réunies lors de [l'événement final de l'action régionale JUFREX](#) pour faire le point sur les résultats de JUFREX et discuter des perspectives de coopération régionale future.

Le réseau des autorités indépendantes pour l'accès à l'information dans les Balkans occidentaux s'est réuni en **Macédoine du Nord** pour échanger sur [les approches et les défis de la transparence proactive, ainsi que sur le rôle de la Convention de Tromsø](#). Au **Kosovo***, les capacités des responsables, y compris [les juges et les procureurs nouvellement nommés](#), ont été développées sur des questions telles que la [diffamation](#), la dénonciation, [l'insulte et la protection de la réputation](#), ainsi que la protection et la sécurité des journalistes. En **Albanie**, ResPublica, partenaire de JUFREX, a présenté [une étude](#) soulignant que les normes européennes en matière de liberté d'expression sont de plus en plus prises en compte par les tribunaux nationaux. En Serbie, des journées portes ouvertes sur [l'éducation aux médias](#) ont réuni des éducateurs et des directeurs d'écoles maternelles pour discuter de l'éducation aux médias avec le régulateur des médias. En **Bosnie-Herzégovine**, un large éventail de parties prenantes nationales s'est réuni lors d'une conférence sur "[l'éducation aux médias et à l'information](#)" pour discuter des futures stratégies d'éducation aux médias sur la base des recherches effectuées dans le cadre [du projet MIL du CdE](#).

Suite à l'avis conjoint urgent de la Commission de Venise (approuvé lors de sa [132ème session plénière](#)) sur les projets d'amendements au Code pénal de **Türkiye** concernant la disposition sur les "informations fausses ou trompeuses", la Division de la coopération sur la liberté d'expression a fourni une expertise technique spécifique sur les normes applicables.

Intelligence artificielle



L'Unité Développement numérique a organisé et présidé la 18e réunion Globalpolicy.AI, qui s'est tenue dans les locaux du Conseil de l'Europe à Paris. Le directeur Kleijssen a prononcé des discours lors du [Sommet sur la Politique IA](#) 2022 organisé par RegHorizon et le Centre de droit et d'économie de l'ETH Zurich, un événement consacré à la promotion d'une IA responsable, et lors de l'atelier régional du [PNUD sur les technologies numériques](#) et les droits de l'homme en **Europe orientale** et en **Asie centrale**.

Protection des données



Octobre a été un mois de succès avec la 20^{ème} ratification de la Convention 108+ par **Andorre**. L'Unité a été impliquée dans une série d'événements internationaux : la XIV^{ème} conférence de l'Association francophone des autorités de protection des données à **Tunis** et une intervention sur le système de coopération de la Convention 108+ ; une conférence de coopération, toujours à Tunis, sur la conciliation des droits d'accès à l'information et de protection des données en tant qu'éléments fondamentaux de la démocratie et le lancement d'un guide pratique sur le sujet ; l'apport de la protection des données dans un atelier sur la prévention des abus sexuels sur les enfants en ligne, tenu à Leiden et la visite de l'autorité de protection des données à Bruxelles. Enfin, mais pas des moindres, la Convention 108+ était fortement présente à la 44^{ème} semaine de l'Assemblée mondiale sur la protection de la vie privée à Istanbul et la 5^{ème} édition du prix Stefano Rodotà est maintenant ouverte aux candidatures jusqu'au 30 novembre 2022.

Cybercriminalité



Comme les mois précédents, le Bureau du programme sur la cybercriminalité (C-PROC) a soutenu des activités de renforcement des capacités dans toutes les régions du monde. Le T-CY a effectué une visite au **Kazakhstan**. Le **Timor Leste** a été invité à adhérer à la Convention sur la cybercriminalité.

GRECO

Le Comité statutaire du GRECO s'est réuni le 5 octobre sous la présidence de la Représentante permanente de la Finlande, l'Ambassadeur Nina Nordstrom, et a approuvé le budget du GRECO pour 2023. Le GRECO a effectué une **visite d'évaluation** en Türkiye dans le cadre de son 5ème Cycle d'Évaluation concernant la prévention de la corruption et la promotion de l'intégrité au sein du gouvernement central (hautes fonctions de l'exécutif) et des services répressifs. Le GRECO a publié deux **nouveaux rapports**: le Rapport d'Évaluation du 5ème Cycle sur le **Monténégro**, portant sur la prévention de la corruption et la promotion de l'intégrité au sein des gouvernements centraux (hautes fonctions de l'exécutif) et des services répressifs, et le deuxième addendum au deuxième rapport de conformité sur la **Croatie** concernant son 4ème Cycle d'Évaluation sur la prévention de la corruption des parlementaires, des juges et des procureurs.

MONEYVAL

MONEYVAL a effectué des visites d'évaluation mutuelle sur place en **Roumanie** et en **Macédoine du Nord**, et a organisé une procédure écrite pour adopter les rapports de suivi pour **Chypre**, la **République tchèque**, la **Géorgie**, **l'île de Man** et la **Slovaquie**. MONEYVAL a participé à la réunion plénière du GAFI, où le CdE était également représenté de manière indépendante en tant qu'observateur du GAFI. La Banque islamique de développement a obtenu le statut d'observateur auprès de MONEYVAL, suite à une décision du Comité des ministres du Conseil de l'Europe du 5 octobre 2022.

Criminalité Economique et Coopération

Examen par des experts du projet de loi **arménien** sur les actifs numériques et des amendements connexes à la loi sur la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT), et formation du personnel de la cellule de renseignement financier (CRF) et de la Banque centrale d'**Arménie** à la surveillance LBC/FT fondée sur le risque dans le secteur émergent des actifs virtuels.

Organisation d'une formation de formateurs sur la lutte contre la corruption pour les fonctionnaires à **Chypre**, et d'une formation pilote de suivi menée par les formateurs nouvellement formés, ciblant les agents de liaison chargés de la mise en œuvre du plan d'action national horizontal contre la corruption à **Chypre**.

Lancement d'un programme de mentorat entre pairs pour le Bureau des poursuites spéciales du **Kosovo***, la Direction des enquêtes sur la criminalité économique et la corruption de la police du Kosovo* et le Tribunal de première instance de Pristina, afin de renforcer les capacités opérationnelles en matière d'enquêtes, de poursuites et de jugement des infractions de blanchiment de capitaux.

Formation du personnel de la CRF **monténégrine** à la collecte et au traitement des données de renseignement financier.



En coopération avec la Direction générale de la Commission européenne pour l'appui aux réformes structurelles (DG REFORM) et la Banque du **Portugal**, organisation d'un atelier multi-pays sur le thème "Supervision de la LBC/FT fondée sur le risque : Évaluation et atténuation efficaces des risques émergents de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme", à Lisbonne, au **Portugal**.

L'objectif de l'atelier était d'aider les 14 pays participants à améliorer leur approche de la supervision fondée sur le risque en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LBA/FT).

Tenue d'une formation de quatre jours sur l'analyse stratégique en matière de LBC/FT pour des représentants de l'Office national de prévention et de contrôle du blanchiment de capitaux et de la police **roumaine**.

Organisation de deux événements de renforcement des capacités sur les enquêtes financières liées aux questions LBC/FT pour 90 représentants de la police **turque** et de la CRF (MASAK).

Organisation de deux formations de formateurs sur la coopération judiciaire internationale en matière pénale en **Turquie** pour des représentants du ministère de la Justice, de la magistrature et du ministère public.

Droit pénal

Le Conseil pour la coopération pénologique (PC-CP) a tenu sa 12ème réunion plénière les 25 et 27 octobre à Strasbourg. Le projet de Livre blanc sur la gestion des personnes présentant des troubles de la santé mentale dans les prisons et en probation a été finalisé et envoyé au CDPC pour adoption et diffusion par le Comité des Ministres. La plénière a également examiné une recommandation sur les aspects éthiques et organisationnels de l'utilisation de l'IA par les services pénitentiaires et de probation. Le contenu possible de la 28e Conférence des directeurs des services pénitentiaires et de probation du Conseil de l'Europe (Berlin, 6-7 juin 2023) a également été examiné ainsi que les suites à donner à la Déclaration de Venise sur la justice restaurative (adoptée par les ministres de la Justice en décembre 2021).

La Secrétaire du PC-CP a été parmi les orateurs à Prague de la réunion annuelle du Réseau européen de la politique de justice restaurative (12 octobre 2022) ainsi de la Conférence internationale du Service tchèque de probation et de médiation organisée à l'occasion de la Présidence tchèque du Conseil de l'UE « Victimes de la criminalité : possibilités d'approche restaurative en matière de probation et d'emprisonnement » (13-14 octobre 2022).

MEDICRIME, Trafic d'organes humains et biens culturels

La Convention MEDICRIME a été présentée à l'Association internationale des douaniers francophones en **Tunisie** (4-5 octobre); le ministre de la Santé de **Tunisie** (6 octobre); l'École nationale espagnole des juges (12 octobre); le procureur général du **Costa Rica** (20 octobre); représentants des autorités nationales de l'**Ouzbékistan** (27 octobre). La 2e réunion du Comité des Parties à la Convention contre le trafic d'organes humains a été organisée (27 octobre). La Convention de Nicosie a été présentée au Conseil d'administration du projet RITHMS (7 octobre).

Lutte contre le terrorisme

Troisième réunion du groupe de travail sur la Stratégie du CDCT

La troisième et dernière réunion du groupe de travail sur l'élaboration d'une nouvelle Stratégie du Conseil de l'Europe (2023 – 2027) contre le terrorisme s'est tenue les 3 et 4 octobre. Le groupe de travail s'est concentré sur l'approche à adopter face aux menaces terroristes contemporaines en Europe et sur les actions et activités correspondantes à entreprendre par le Conseil de l'Europe, en coopération avec les partenaires internationaux. La prochaine étape dans l'optique de la finalisation du projet de Stratégie consistera en son examen par la 9^{ème} réunion plénière du Comité de lutte contre le terrorisme (CDCT).

Deuxième réunion de suivi de la Recommandation sur les zones de conflit

Le Secrétariat du Comité de lutte contre le terrorisme a organisé une deuxième réunion de suivi de la Recommandation récemment adoptée sur l'utilisation d'informations recueillies dans des zones de conflit comme preuves dans le cadre de procédures pénales relatives à des infractions terroristes. La réunion a bénéficié de présentations approfondies sur les pratiques nationales et d'un échange de vues sur la manière d'obtenir, d'échanger et d'utiliser les preuves provenant des champs de bataille dans les affaires liées au terrorisme.

9ème réunion du Bureau du CDCT

Le Bureau du CDCT s'est réuni pour la 9ème fois à Paris les 4 et 5 octobre. La réunion a porté sur les activités devant être achevées avant la fin de l'année ainsi que sur les éléments clés devant être examinés et à approuver lors de la prochaine réunion de la Plénière du CDCT en novembre 2022.



Observatoire Européen de l'audiovisuel

L'essentiel d'octobre 2022 : ici <https://bit.ly/3UWi9i0>

ⁱ *Toute référence au Kosovo mentionnée dans ce texte, que ce soit le territoire, les institutions ou la population, doit se comprendre en pleine conformité avec la Résolution 1244 du Conseil de Sécurité des Nations Unies et sans préjuger du statut du Kosovo.